

RECOMMANDATIONS AUX CLASSEMENTS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Intégrer efficacement
les enjeux de la transition
écologique et sociale



© Edwin Andriade - Unsplash



CONTEXTE 3

Clarifications lexicales 3

Intention 3

RECOMMANDATIONS 4

RECOMMANDATIONS MÉTHODOLOGIQUES

1/ Adopter une approche critique de l'existant 5

2/ Collecter les données auprès de plusieurs acteurs 5

3/ S'appuyer sur la documentation existante au sein du secteur 5

4/ Proposer une analyse quantitative et qualitative des résultats du classement 6

5/ Accorder une pondération significative et visible à la capacité des établissements à répondre aux défis sociétaux dans leur évaluation 6

6/ Prendre en compte les dynamiques de transformation 6

RECOMMANDATIONS THÉMATIQUES

Précautions de lecture 7

1/ QUESTIONNER LES CRITÈRES EXISTANTS SOUS LE PRISME DE LEUR PARTICIPATION À RÉPONDRE AUX DÉFIS SOCIÉTAUX 8

Excellence académique 8

Proximité avec les entreprises 9

Ouverture internationale 9

Origine des étudiants et chercheurs 10

2/ ENRICHIR L'ANALYSE PAR L'ÉVALUATION DES DIFFÉRENTS CHAMPS DE RESPONSABILITÉ DES ÉTABLISSEMENTS 11

Gouvernance et engagement transversal 11

Vie associative 11

Bien-être des étudiants et étudiantes 12

Gestion environnementale du campus et de ses activités 12

Ressources humaines et politiques sociales internes 13

DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES

Ressources secteur 14

Ressources bibliographiques 14

En janvier 2019, The Shift Project observait dans son rapport Mobiliser l'enseignement supérieur pour le climat que le monde de l'enseignement supérieur ne préparait pas suffisamment ses étudiants et étudiantes à relever les défis sociaux et environnementaux auxquels ils auront à faire face dans leur vie professionnelle. Malgré l'action de certains acteurs de l'enseignement supérieur et les appels à l'aide réguliers des étudiantes et des étudiants qui réitérent leur forte volonté d'avoir accès à une formation à la hauteur des enjeux (illustrée notamment dans les résultats de la CNE du RESES), le constat est confirmé en février 2021 par le rapport L'écologie aux rattrapages du collectif Pour un réveil écologique.

Depuis des années, les établissements de l'enseignement supérieur sont soumis à de fortes pressions pour être performants au regard de standards nationaux et internationaux, évalués notamment par les classements. Or, à ce jour, ces derniers ne semblent pas avoir encore pris la mesure de la dynamique de transformation qui s'opère au sein du secteur. Si les initiatives qui visent à améliorer l'impact d'un établissement pour la société ne sont pas valorisées par les classements dit "généralistes", les critères actuels d'évaluation - salaire des alumni, opportunités de mobilité internationale... - peuvent même aller jusqu'à pénaliser les établissements les plus ambitieux en matière de transition sociétale. Alors que les défis de notre temps appellent dès aujourd'hui de nouvelles connaissances et compétences, il est nécessaire que les établissements soient évalués, notamment, sur leur capacité à intégrer les défis sociétaux à leurs pratiques et cœurs d'activité, pour informer, former et préparer leurs étudiants

à contribuer à la construction d'un avenir plus durable et désirable.

C'est ainsi que depuis plusieurs années, de nouvelles initiatives voient le jour pour tenter de proposer des façons alternatives de distinguer les établissements du supérieur (Positive Impact Rating, Times Higher Education Impact Rankings, Classement Figaro des écoles de commerce les plus écologiques, ...). Si, les classements traditionnels restent encore très populaires et largement répandus, le signal est clair : leurs critères sont insuffisants pour classer de manière satisfaisante les établissements du supérieur aux vues des nouveaux défis qui s'offrent à eux. Revisiter leurs pratiques et principes de notation devient critique dans un contexte de concurrence nationale et internationale croissante. Pour rester attractifs vis-à-vis des bacheliers, des étudiants et de leurs parents, mais aussi crédibles face à des entreprises qui ont désormais besoin de talents capables de répondre aux défis sociétaux, il est urgent que ces classements repensent leurs modalités d'évaluation et de distinction des établissements du supérieur.

CLARIFICATIONS LEXICALES

On entend par défis sociétaux l'ensemble des enjeux sociaux et environnementaux actuels, alimentés par nos modèles économiques et par la pression de l'activité humaine sur les écosystèmes. Ces défis englobent notamment le dérèglement climatique, l'effondrement de la biodiversité, les inégalités grandissantes, l'épuisement des ressources ou encore les pollutions.

INTENTION

Dans le but d'accélérer la transformation du secteur dans son ensemble - mais aussi donner aux futurs étudiants et étudiantes les informations qu'ils réclament - notre groupe de travail a formalisé des lignes directrices et recommandations ayant pour objectif d'orienter l'évolution des classements de l'enseignement supérieur vers une prise en compte sérieuse et ambitieuse des enjeux de transition sociétale. C'est, prises dans leur ensemble, que ces recommandations auront du sens pour évaluer de manière pertinente la qualité d'un établissement du supérieur au regard de ses différents champs d'actions et de responsabilité.

RECOMMANDATIONS



© Jody Hong - Unsplash

Ce document se structure autour de deux types de recommandations :

- ➔ **Sur les approches méthodologiques à adopter pour construire des classements justes et pertinents¹** (Partie 1) ;
- ➔ **Sur les thématiques à aborder et leur interprétation pour une juste évaluation de la prise en compte des enjeux de transition au sein des établissements** (Partie 2).

NB : Ces recommandations, prises dans leur ensemble, proposent une refondation en profondeur des méthodes actuellement appliquées par les classements pour évaluer les établissements du supérieur. Une telle transformation pourrait conduire à des palmarès différents de ceux observés dans le cadre des éditions précédentes.

1 ADOPTER UNE APPROCHE CRITIQUE DE L'EXISTANT

Dans le but de réformer les modalités d'évaluations des établissements du supérieur au regard de leur participation à répondre aux défis sociétaux, il est probable que certains critères jusqu'ici structurants apparaissent inappropriés et doivent alors être écartés des modalités d'évaluation. qui ont désormais besoin de talents capables de répondre aux défis sociétaux, il est urgent que ces classements repensent leurs modalités d'évaluation et de distinction des établissements du supérieur.

NB : Ces deux points pourront potentiellement amener à la suppression de certains critères actuels des grilles d'évaluation.

→ PROPOSITIONS

- Évaluer tous les critères existants selon leur capacité à traduire la contribution sociétale de l'établissement ;
- Prendre en compte la complexité des enjeux en intégrant une évaluation des externalités négatives.

2 COLLECTER LES DONNÉES AUPRÈS DE PLUSIEURS ACTEURS

Chaque classement se doit de refléter le plus sincèrement la réalité des établissements et c'est pour cela que les données analysées ne peuvent s'appuyer sur l'unique déclaration de ceux-ci. Il est nécessaire de pouvoir interroger directement d'autres parties prenantes, comme les étudiants, les alumni, les entreprises partenaires, les prestataires, ou les enseignants.

→ PROPOSITIONS

- Collecter les avis et retours de différentes parties prenantes : étudiants, alumni, enseignants, personnels d'établissement, partenaires ;
- Croiser les sources de données pour une analyse la plus représentative possible de la réalité ;
- Être transparent sur la méthode de collecte des données.

3 S'APPUYER SUR LA DOCUMENTATION EXISTANTE AU SEIN DU SECTEUR

Les recommandations qui suivent n'ont pas pour objectif la multiplication des indicateurs et la complexification des procédures de remontées d'informations pour les classements, comme pour les établissements qu'ils évaluent. Elles sont générales et formulées volontairement de manière ouverte pour être traduites en indicateurs quantitatifs et qualitatifs concrets grâce, notamment, à une documentation existante au sein du secteur. Le Référentiel DD&RS² ainsi que le Grand Baromètre de la transition écologique³, sont des sources solides et reconnues dans lesquelles puiser des indicateurs.

→ PROPOSITIONS

- Utiliser ces ressources existantes pour faciliter la remontée d'information auprès des établissements qui, pour un nombre croissant, se sont déjà emparés de ces outils ;
- S'inspirer la pondération proposée par ces mêmes ressources pour les choix des indicateurs les plus prioritaires.

NB : Pour suivre les mutations sociétales, il faut noter que certains indicateurs devront être créés, en collaboration avec les établissements.

4 PROPOSER UNE ANALYSE QUANTITATIVE ET QUALITATIVE DES RÉSULTATS DU CLASSEMENT

Dans une logique de meilleure appréciation des résultats par les lecteurs, un classement doit s'appuyer sur des données quantitatives et qualitatives. Les éléments quantitatifs sont indispensables à l'évaluation d'un progrès, mais ne reflètent pas nécessairement la réalité du terrain, ni même les dynamiques internes en cours. Les éléments qualitatifs modulent et complètent les données, dans le cadre d'un défi de société qui dépasse largement la logique statistique.

→ PROPOSITIONS

- Coupler la récolte de données quantitatives avec une récolte qualitative (témoignages, charte interne, etc.) ;
- Moduler l'analyse des résultats quantitatifs grâce aux apports qualitatifs ;
- Mettre en place une méthode de transcription des données qualitatives transmises par les établissements en évaluation quantitative (échelle de progrès, graduation par des termes - sensibilisé/formé/engagé - plutôt que par des chiffres etc.).

5 ACCORDER UNE PONDÉRATION SIGNIFICATIVE ET VISIBLE À LA CAPACITÉ DES ÉTABLISSEMENTS À RÉPONDRE AUX DÉFIS SOCIÉTAUX DANS LEUR ÉVALUATION

Les établissements du supérieur sont, au même titre que toute autre organisation, de plus en plus encouragés à prendre en compte leur impact sur la transformation sociétale de façon systémique. Aussi est-il important d'encourager cette dynamique en accordant à la performance sociétale des établissements une influence significative dans les classements grâce, notamment, à une pondération ambitieuse.

→ PROPOSITIONS

- Intégrer les indicateurs écologiques au sein des critères classants, en respectant un poids supérieur ou égal aux autres thématiques ;
et/ou
- Présenter un classement écologique des établissements en regard du classement traditionnel.

6 PRENDRE EN COMPTE LES DYNAMIQUES DE TRANSFORMATION

Les classements donnent habituellement un panorama à un instant donné. En ce qui concerne les enjeux sociaux et environnementaux, il est nécessaire que les classements donnent une idée du degré d'implication écologique des établissements sur le long terme, c'est-à-dire en prenant en compte les dynamiques de transformation en cours pour les années à venir.

→ PROPOSITIONS

- Dans l'analyse, faire apparaître les établissements engagés sur une dynamique particulièrement forte, (label en cours d'acquisition, groupes de travail sur un plan d'action transition....) ;
- Dans l'analyse, bien rendre compte des différents paramètres de l'action sociétale des établissements : évolution des enseignements, des sujets et pratiques de recherche, et de l'impact physique du campus. Ces sujets étant complémentaires les uns aux autres.

PRÉCAUTIONS DE LECTURE

Parce que nous sommes conscientes et conscients que ces lignes directrices sont ambitieuses et demandent un travail de refonte important, nous avons fait le choix de repartir des familles de critères les plus répandues dans les classements généralistes de l'enseignement supérieur et de formuler des recommandations sur leur évolution (*voir sous-partie 1*).

Par ailleurs, certaines thématiques étant historiquement absentes, ou non classantes, nous avons également formulé des recommandations quant à la création de nouvelles familles de critères. Ces nouvelles familles sont essentielles à l'évaluation d'un établissement d'enseignement supérieur dans tous ses volets d'activités et de responsabilité (*voir sous-partie 2*).

Les propositions de critères formulées sont indicatives et non exhaustives.



1 QUESTIONNER LES CRITÈRES EXISTANTS SOUS LE PRISME DE LEUR PARTICIPATION À RÉPONDRE AUX DÉFIS SOCIÉTAUX

EXCELLENCE ACADÉMIQUE : REDÉFINIR L'EXCELLENCE ACADÉMIQUE AU PRISME DES ENJEUX SOCIÉTAUX

Le cœur d'activité d'un établissement d'enseignement supérieur est son offre pédagogique et les activités de recherche qui l'accompagnent. Si l'engagement global et transversal des établissements du supérieur est nécessaire, leur démarche ne pourrait être considérée comme cohérente, ambitieuse et honnête uniquement s'ils prennent en compte les enjeux d'enseignement et de recherche dans la dynamique de transformation.

La qualité des **enseignements** dispensés aux étudiants est au cœur de la mission d'un établissement du supérieur. Or aujourd'hui, le critère de l'excellence académique analyse des données exogènes aux enseignements - tels que le nombre d'étudiant·e·s par enseignant·e, ou le rang de l'établissement au Financial Times - qui ne permettent pas d'évaluer la qualité des enseignements, ni leur aptitude à répondre aux défis sociétaux.

Notre recommandation : Permettre à l'évaluation académique des établissements de rendre compte de leur capacité à préparer les étudiants à intégrer les défis sociétaux à leurs pratiques professionnelles et personnelles.

PANORAMA DES INDICATEURS À INTÉGRER

(liste non exhaustive)

- La présence (ou non) d'un module de formation dédié aux conséquences physiques de l'activité humaine (dérèglement climatique, effondrement de la biodiversité, crises sociales, sanitaires, humanitaires...);
- La présence (ou non) d'enseignements spécialisés par filière/discipline, permettant, selon les secteurs ou métiers, d'intégrer ces enjeux dans les décisions professionnelles;
- L'intégration transversale des défis sociétaux dans les blocs de compétences de formation;
- Le poids (en ECTS, en volume horaire...) consacré à ces enseignements;
- La présence (ou non) de modules de formation et/ou d'accompagnement destinés aux enseignants de l'établissement sur ces enjeux de transition; et/ou la part des enseignants suffisamment formés à ces enjeux pour les enseigner dans leurs cours;
- La reconnaissance (ou non) des activités d'enseignement dans la progression de carrière des enseignants-chercheurs (en plus de leurs activités de recherche);
- Le déploiement de pédagogies qui mettent les étudiants en capacité d'agir sur les défis socio-écologiques;
- La satisfaction des alumni concernant l'offre de formation de l'établissement sur les défis sociétaux;
- La satisfaction des étudiants concernant l'offre de formation de l'établissement sur les défis sociétaux.

L'**activité de recherche** des établissements est un élément incontournable de leur l'impact socio-écologique. Chaires, laboratoires, partenariats de recherche avec des entreprises, d'autres établissements ou des acteurs institutionnels, participent au rayonnement de l'établissement et à la production de savoirs. Aujourd'hui, les principaux classements valorisent la visibilité et le prestige des productions de recherche. Ces critères n'encouragent pas leur réponse aux enjeux de la transition sociétale, et ne permettent pas de rendre compte du caractère responsable des processus même de la recherche.

Notre recommandation : Interroger les établissements sur l'utilité socio-écologique et les pratiques de leurs activités de recherche dans un contexte de transition.

PANORAMA DES INDICATEURS À INTÉGRER

(liste non exhaustive)

- L'intégration transversale des enjeux socio-écologiques dans toutes les productions de recherche;
- L'existence (ou non) de chaires/projets de recherche en lien direct avec ces enjeux;
- Existence d'engagements sur l'éthique et la responsabilité dans les pratiques de recherche (gestion des déchets, quota carbone, bien-être animal...).

PROXIMITÉ AVEC LES ENTREPRISES : VALORISER LES ORGANISATIONS ET LES DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS EN ADÉQUATION AVEC UN MONDE EN TRANSITION

La professionnalisation et l'employabilité des étudiants font partie des moteurs de l'enseignement supérieur. Dans cet objectif, les relations avec les employeurs et le suivi du parcours professionnel des alumni sont de bons indicateurs. Tels que déclinés aujourd'hui - c'est-à-dire au travers des salaires moyens à la sortie, ou nombre d'anciens sur les réseaux sociaux - ils ne permettent cependant pas d'analyser l'impact sociétal et environnemental des activités des diplômé.e.s.

Notre recommandation : Questionner l'activité des partenaires professionnels et leur adéquation avec les objectifs de réponse aux défis sociétaux de l'établissement et valoriser les parcours professionnels engagés.

PANORAMA DES INDICATEURS À INTÉGRER

(liste non exhaustive)

- Nombre de partenariats avec des organisations aux modèles économiques et statuts diversifiés (ESS, labelisations type BCorp / LUCIE, sociétés à mission...);
- La part de diplômés travaillant dans un domaine et/ou ayant un métier relevant de la transition écologique et sociale ;
- La présence (ou non) d'employeurs mus par un fort engagement social ou environnemental dans les forums d'entreprises ;
- La part d'emplois / de stages proposés aux étudiants en lien avec la transition écologique et sociale.

OUVERTURE INTERNATIONALE : PRÉFÉRER L'ENRICHISSEMENT CULTUREL ET INTELLECTUEL À LA MOBILITÉ IRRASONNÉE POUR LIMITER LES COÛTS ENVIRONNEMENTAUX

Si les relations internationales sont indispensables à la circulation des savoirs et à l'ouverture culturelle⁵, les flux physiques qui en découlent sont, quant à eux, largement émetteurs de gaz à effet de serre. Leur impact négatif notable dans l'empreinte carbone du cursus des étudiants et des chercheurs appelle à reconsidérer la pertinence et la nécessité de leur intensité, ce que le critère actuel d'ouverture internationale, en se concentrant sur des données quantitatives, n'incite pas à faire.

Tel que défini aujourd'hui, le critère « Ouverture internationale » considère la mobilité internationale comme un privilège matériel et une fin en soi, sans en considérer l'impact en termes d'enrichissement intellectuel et culturel. Reste que le rôle des établissements d'enseignement supérieur dans cet enrichissement est largement reconnu comme nécessaire et bénéfique⁶. C'est cette aptitude à transmettre l'ouverture intellectuelle sans pour autant la conditionner à un impact environnemental important (longues distances parcourues en transports carbonés pour peu de temps) qu'il s'agit de mettre en avant.

Notre recommandation : Recentrer l'évaluation de l'ouverture internationale sur l'analyse des bénéfices intellectuels et culturels réels (et non supposés) pour la communauté de l'établissement (étudiants, professeurs, staff) et la société dans son ensemble. Promouvoir une mobilité mesurée (bilan carbone) et raisonnée (conscientisée par l'individu responsable).

PANORAMA DES INDICATEURS À INTÉGRER

(liste non exhaustive)

- Un indicateur composite de l'exposition à la diversité (multiculturalisme sur le campus, temps passé dans le pays d'accueil, durée totale passée à l'étranger pendant le cursus, sentiment d'acculturation lors d'un séjour à l'étranger...);
- L'empreinte carbone moyenne des mobilités étudiantes sur l'ensemble du cursus ;
- L'existence (ou non) d'un dispositif d'aide à la décision pour minimiser l'impact de ses déplacements (ex : partenariats avec des entreprises ferroviaires...);
- La prise en compte de l'engagement sur la transition écologique dans le choix des partenaires académiques internationaux (labelisations internationales, bilan carbone, feuille de route de contribution aux ODD...);
- La prise en compte de l'évolution du niveau et de l'apprentissage de langues étrangères des étudiants durant leur cursus⁷.

ORIGINE DES ÉTUDIANTS ET CHERCHEURS : PRÉFÉRER PARLER DE DIVERSITÉ ET D'OUVERTURE SOCIALE

L'éducation est un vecteur d'émancipation des populations⁸, à laquelle l'enseignement supérieur participe. La capacité d'un établissement à accueillir et faire interagir des publics variés conditionne son impact sur la construction d'une société plus égalitaire, tolérante et éclairée⁹. Tel que décliné aujourd'hui, le critère « Origine des étudiants » se concentre sur le parcours académique. Ce parti pris ne permet pas au lecteur d'apprécier le niveau d'ouverture de l'établissement à des publics éloignés. Ainsi, est-il essentiel d'évaluer les efforts réalisés par l'établissement pour

élargir son recrutement et rendre ses procédures d'admissions plus inclusives, pour faciliter l'accès aux études supérieures pour toutes et tous en réduisant les freins financiers, et pour promouvoir de façon active, sur son campus, les questions d'inclusion sociale et culturelle et de diversité dans leur ensemble.

Notre recommandation : Intégrer une évaluation des actions mises en place par l'établissement pour accueillir un public varié.

PANORAMA DES INDICATEURS À INTÉGRER

(liste non exhaustive)

- Le taux d'étudiants boursiers dans les promotions ;
- Le taux d'étudiants originaires de « Quartier prioritaire de la politique de la ville » ;
- La diversité des CSP des parents ;
- Le taux d'étudiants dont les parents n'ont pas fait d'études supérieures ;
- Le taux d'étudiants porteurs de handicap ;
- Le taux de mixité femmes/hommes parmi les étudiants ;
- La diversité de l'origine géographique des étudiants ;
- Le taux d'étudiants en alternance (pour les formations payantes) ;
- L'existence (ou non) d'actions de sensibilisation à l'inclusion socio-culturelle (partenariat avec les collectivités pour la promotion de l'enseignement supérieur auprès d'élèves de quartiers sensibles...)
- L'existence (ou non) d'actions d'égalité des chances (programmes propres ou partenariats) pour accompagner un maximum de jeunes vers des hautes études, des prépas et des grandes écoles.



2 ENRICHIR L'ANALYSE PAR L'ÉVALUATION DES DIFFÉRENTS CHAMPS DE RESPONSABILITÉ DES ÉTABLISSEMENTS

GOUVERNANCE ET ENGAGEMENT TRANSVERSAL : VÉRIFIER LA COHÉRENCE DES AMBITIONS AFFICHÉES DES STRATÉGIES D'ÉTABLISSEMENTS AVEC LES MOYENS ALLOUÉS À LA PRISE EN COMPTE DES DÉFIS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX

L'établissement doit faire coïncider ambition, plan d'action ainsi que moyens financiers et humains afin de mettre en place une réelle dynamique de transformation sur les enjeux de transition écologique et sociale. Si la première étape est de formaliser des objectifs ambitieux en termes d'alignement avec les enjeux socio-écologiques, il est essentiel de réfléchir en termes de conduite du changement. Cette cohérence sera largement facilitée par la construction collective et concertée des actions, depuis l'identification des moyens alloués jusqu'à leur mise en œuvre, leur suivi et leur évaluation.

PANORAMA DES INDICATEURS À INTÉGRER

(liste non exhaustive)

- L'inscription (ou non) des enjeux sociétaux dans les objectifs stratégiques de l'établissement ;
- L'existence (ou non) d'un plan d'action spécifique ;
- La présence (ou non) d'une publication annuelle de rapport sur le sujet ;
- L'existence (ou non) d'indicateurs permettant d'évaluer l'impact des plans d'action ;
- La présence (ou non) d'un.e référent.e sur les questions de développement durable ;
- Également : sa place dans la hiérarchie, la taille de son équipe, la transversalité de ses missions...
- La part des représentants socio-professionnels issus du monde de la transition écologique et sociale / en lien avec le secteur (en termes de métiers ou d'entreprises) au Conseil d'Administration ;
- L'existence (ou non) d'un comité de pilotage spécifique aux projets socio-écologiques et sa représentativité vis-à-vis de l'ensemble des parties prenantes ;
- La mise en place (ou non) d'une démarche de reconnaissance / de labellisation ;

Également : son suivi, la volonté de s'engager dans des chartes de plus en plus contraignantes...

VIE ASSOCIATIVE : STIMULER L'ENGAGEMENT EN FAVEUR DES ENJEUX SOCIO-ENVIRONNEMENTAUX

La vie associative prend une place très importante pour les étudiants au cours de leur cursus, et est à l'origine, dans de nombreux cas, d'une première acquisition de compétences professionnelles (travail en équipe, coordination, stratégie partenariale...). C'est aussi un cadre favorable aux prises de consciences et à l'émergence d'une volonté d'agir.

Les établissements doivent pouvoir créer un terreau propice à l'engagement collectif et individuel des étudiants, prenant en compte les questions socio-environnementales, afin de créer une dynamique d'apprentissage par les pairs.

PANORAMA DES INDICATEURS À INTÉGRER

(liste non exhaustive)

- La présence de référents "DDRS" au sein des associations de l'établissement ;
- La valorisation de l'engagement étudiant lié aux questions socio-environnementales (crédits ECTS, inscription sur le diplôme, prix,...)
- L'accompagnement de l'engagement socio-environnemental de l'étudiant par l'établissement (suivi tutoré, temps libéré dans le cursus, ...)
- L'intégration des étudiants et étudiantes ou des associations étudiantes dans la réflexion sur la trajectoire écologique et sociale de l'établissement (notamment sur l'évolution des cours ou de l'empreinte carbone).

BIEN-ÊTRE DES ÉTUDIANTS ET ÉTUDIANTES :
ASSURER UN ENVIRONNEMENT PROPICE AU
BON DÉROULÉ DU PARCOURS ACADÉMIQUE

L'enseignement supérieur est une période structurante dans la vie des jeunes adultes qui peut révéler ou accentuer une situation de détresse psychologique et physique¹⁰. Alors que le succès du parcours des étudiants et étudiantes est intrinsèquement

lié à leur bien-être, la qualité d'un établissement d'enseignement supérieur dans son ensemble relève de sa capacité à l'accompagner et le préserver. Il est donc nécessaire de le prendre en compte dans l'évaluation.

PANORAMA DES INDICATEURS À INTÉGRER

(liste non exhaustive)

- L'existence (ou non) d'une cellule de soutien aux étudiants ;
- L'existence (ou non) d'un référent ou d'un comité éthique, intégrant un dispositif d'alerte dans l'établissement ;
- Le nombre d'ETP pour 100 étudiants dédié au soutien des étudiants ;
- La présence (ou non) d'indicateurs sur la santé physique et psychologique des étudiants pendant leurs études ;
- L'existence (ou non) de dispositifs visant à lutter contre les agissements discriminatoires ;
- L'existence (ou non) de dispositifs visant à lutter contre les agressions et violences liées au genre (homophobie, transphobie, VSS) ;
- La présence (ou non) d'indicateurs de suivi sur l'évolution des agissements discriminatoires et les agressions ;
- La diversité des sujets de bien-être abordés (alimentation et nutrition, sport et bien-être physique, médiation et bien-être psychologique).

GESTION ENVIRONNEMENTALE DU CAMPUS ET DE
SES ACTIVITÉS : PRÔNER L'EXEMPLARITÉ EN
MATIÈRE DE GESTION DURABLE DES CAMPUS

Dans la logique évoquée précédemment, l'engagement d'un établissement en faveur des enjeux socio-écologiques doit être cohérent sur l'ensemble des aspects du fonctionnement de son campus. Il s'agit d'éviter toute dissonance entre des discours de communication qui ne seraient pas conformes à la réalité du terrain, décalage qui serait facilement reproché par les parties prenantes de l'établissement. La gestion environnementale du campus concerne autant les espaces communs, les salles de cours que les logements étudiants lorsqu'il y en a.

Les sujets sont nombreux et permettent d'appliquer concrètement les principes de gestion durable qui sont - ou devraient - être enseignés en cours. Si certains chantiers prennent du temps à mettre en place, comme l'efficacité énergétique des bâtiments, d'autres peuvent être opérationnels à court terme. Par ailleurs, la gestion durable du campus représente également une opportunité d'expérimentation de solutions innovantes en matière de gestion responsable des espaces et d'évolution des comportements des usagers

PANORAMA DES INDICATEURS À INTÉGRER

(liste non exhaustive)

- La réalisation (ou non) d'une étude d'impact environnemental du/des campus ;
- La consommation annuelle d'eau, d'énergie, production de déchets etc. ramenées au nombre d'étudiants, personnels et enseignants ;
- L'existence (ou non) d'une politique d'achats responsables ;
- L'existence (ou non) d'une politique incitative des déplacements doux ;
- L'évaluation (ou non) de l'empreinte carbone des déplacements pendulaires des étudiants et personnels ;
- La part des approvisionnements dits durables (produits de saison, circuits courts, labels de qualité...) dans les prestations alimentaires ;
- La mise à disposition (ou non) de menus végétariens dans les espaces de restauration ;
- L'existence (ou non) d'un tri systématique des déchets (papier, bio-déchets, canettes, etc.) ;
- La recherche (ou non) d'un campus "zéro déchets".

RESSOURCES HUMAINES ET POLITIQUES SOCIALES INTERNES : GARANTIR UN CADRE DE TRAVAIL INCLUSIF, SAIN ET ÉQUILIBRÉ POUR LES COLLABORATEURS ET COLLABORATRICES DE L'ÉTABLISSEMENT.

Un établissement d'enseignement supérieur est également un employeur, à ce titre il est responsable du bien-être et de l'épanouissement de ses collaborateurs et collaboratrices au sein d'un environnement inclusif et diversifié. L'exemplarité des pratiques de l'établissement s'applique donc également à ses pratiques en tant qu'employeur. Particulièrement, l'enseignement supérieur est un secteur confronté à des enjeux importants en termes de parité, d'inclusion et de diversité notamment lorsque l'on aborde les opportunités d'évolution de carrière aux postes de direction, d'enseignement et de recherche. Une attention particulière pourra être portée à la prise en compte de ces enjeux matériels pour les établissements du supérieur en tant qu'employeurs.

PANORAMA DES INDICATEURS À INTÉGRER

(liste non exhaustive)

- Respect des dispositions légales en matière d'emploi de personnes en situation de handicap ;
- Accessibilité handicap des systèmes d'informations interne ;
- Accessibilité handicap de la signalétique sur le campus ;
- Possibilité de télétravail pour les collaborateurs et collaboratrices non enseignants ;
- Facilitation du recours aux mobilités douces et alternatives ;
- Harcèlement et Discrimination (existence d'une politique interne, enquêtes régulières, dispositif de signalement des situations problématiques, capacité à sortir des indicateurs...) ;
- Suivi et résultats obtenu à un indicateur de type Index égalité Femme Homme ;
- Politique de mise en capacité des collaboratrices pour leurs avancées de carrières ;
- Part des collaborateurs néo-parents ayant pris l'intégralité de leur congé paternité ;
- Existence d'un processus d'aide à l'évolution de carrière et à la mobilité interne ;
- Mesures mises en place pour veiller à un management bienveillant (charte interne, formations...) ;
- Nombre d'arrêt de travail sur l'année écoulée ;
- Equilibre vie pro / vie perso (enquêtes sur la charge de travail, nombre de personnes en temps partiel volontaire.



RESSOURCES SECTEUR

Les documents listés ci-dessous servent de référence à l'élaboration de cette liste de recommandations. Les auteurs encouragent les lecteurs à en prendre connaissance, afin d'approfondir la réflexion globale autour de la pertinence des classements.

Ressources secteur

► HESI, Assessments of Higher Education's progress towards the UN Sustainable Development Goals. 2020

► RESES, [Consultation Nationale Etudiante](#). Publié en septembre 2020

► [Référentiel DD&RS 2021](#)
Pour un réveil écologique, [L'écologie aux rattrapages](#). Publié en février 2021.

► The Shift Project, [Former l'ingénieur du XXI^{ème} siècle](#). Publié en février 2021.

► The Shift Project, [Mobiliser l'enseignement supérieur pour le climat](#). Publié en janvier 2019.

RESSOURCES BIBLIOGRAPHIQUES

Les Echos-Start - [Classement des écoles : à quand des critères écologiques ?](#). 06/11/2019

Les Echos-Start - [Un classement révèle les écoles de commerce les plus vertueuses pour la planète](#). 23/01/2020

CDEFI - [Classement des écoles dans la presse](#) : la CDEFI affirme sa position. 26/02/2020

The Guardian - [Why we should Bulldoze the business School](#). 27 avril 2018

Usbek et Rica - [Les écoles de commerce ont-elles leur place dans une société écologique ?](#) - Juillet 2021

NOTES

1 À coupler à celles que suggère l'HESI dans "Assessments of Higher Education's progress towards the UN Sustainable Development Goals, volume 1 for creators of assessments"

2 Référentiel DD&RS permet de collecter et valoriser nationalement et internationalement au meilleur rapport bénéfices/coûts les démarches de développement durable et de responsabilité sociétale des établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

3 Le Grand Baromètre de la transition écologique est une enquête nationale sur la prise en compte de l'écologie dans l'enseignement supérieur menée par le collectif Pour un réveil écologique.

4 Rapport Annexe au Projet de loi n° 3234 de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur.

5 Mobilité européenne des étudiants : encore des efforts !, L'Étudiant, [https://www.letudiant.fr/etudes/international/sondage-ifop-touteurope-fr-13364.html#:~:text=Avantages%20%3A%20l'ouverture%20culturelle%20en,int%C3%A9r%C3%AAt%20linguistique%20\(20%25\)](https://www.letudiant.fr/etudes/international/sondage-ifop-touteurope-fr-13364.html#:~:text=Avantages%20%3A%20l'ouverture%20culturelle%20en,int%C3%A9r%C3%AAt%20linguistique%20(20%25)).

6 La mobilité étudiante et ses conséquences pour l'internationalisation du marché du travail, Reflets et perspectives de la vie économique, 2013 : <https://www.cairn.info/journal-reflets-et-perspectives-de-la-vie-economique-2013-4-page-61.htm>

7 L'interculturalité étant un phénomène difficile à mesurer, il nous semble que l'acquisition d'une langue étrangère est un moyen pertinent d'évaluer le degré d'immersion des étudiants dans la culture locale au cours de leurs expériences à l'étranger. De la même manière, l'apprentissage ou l'approfondissement d'une langue étrangère au cours des études supérieures présente un enrichissement culturel certain pour les étudiants.

8 de CONDORCET Nicolas, Cinq mémoires sur l'instruction publique, 1791

9 IIE Study Shows That Studying Abroad Has a Direct Impact on Skills Needed for Career Success : <https://www.iie.org/employability>, IIE The Power of International Education, 2017

10 Repère 2020, Observatoire National de la Vie Étudiante, 2020



CONTACTS

HORTENSE FOULON, *Responsables des Projets Impact Campus*

hortense.foulon@impact-campus.com

+ 33 (0)6 15 76 42 10

impact-campus.com

INÈS ARDANT, *Chargée de mission Campus Responsables*

ardant@utopies.com

+ 33 (0)6 58 74 58 52

utopies.com/think-tank/campus-responsables/

AUDE SERRANO, *Membre du CA de Enseignants de la Transition et*

Co-fondatrice ESSEC Transition Alumni

aude.serrano@gmail.com

enseignantsdelatransition.org

CORALIE RASOAHINGO, *Responsable plaidoyer au RESES*

plaidoyer@le-reses.org

le-reses.org

UTOPIES ©

